

Donald Trump consacre la rupture avec l'Unesco

Etats-Unis L'Amérique quittera l'organisation à la fin 2018. Elle n'y cotisait plus depuis 2011 et l'admission de l'Etat palestinien.

Analyse Philippe Paquet

A lors qu'il menace continuellement la Corée du Nord des pires représailles, Donald Trump n'avait jamais donné à penser qu'il avait l'Unesco dans le collimateur – pas un seul tweet sur le sujet! Avec sa bénédiction, le département d'Etat a pourtant annoncé jeudi que les Etats-Unis se retireraient de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture à la fin de l'année prochaine. Une nouvelle qui a provoqué l'émoi au siège de l'Unesco à Paris, le jour même où les 58 pays membres de son conseil exécutif devaient se prononcer sur le choix d'un successeur à l'actuelle directrice générale, la Bulgare Irina Bokova, qui achève son second mandat dans un contexte politique déjà tendu.

Dans un communiqué, le département d'Etat justifie sa décision par l'accumulation des arriérés de paiement des Etats membres, la nécessité d'une réforme en profondeur de cette organisation et son parti pris anti-israélien persistant.

Consécration palestinienne

Des trois motivations, la dernière est sans conteste la plus déterminante – les Israéliens n'ont d'ailleurs pas tardé à annoncer qu'ils emboîtaient le pas aux Américains et quittaient eux aussi l'Unesco. Dès octobre 2011, les Etats-Unis avaient, comme Israël, cessé de verser leur contribution, privant l'Unesco de quelque 22 % de son budget, pour protester contre l'admission de l'Autorité palestinienne. Avec cette admission, acquise par 107 voix pour (dont la Belgique et la France), 14 voix contre (dont les Etats-Unis et l'Allemagne) et 52 abstentions (dont la Grande-Bretagne), l'Etat palestinien devenait pour la première fois membre à part entière d'une organisation des Nations unies et cette reconnaissance internationale devait prélever, l'année suivante, à l'obtention par l'Autorité palestinienne d'un statut d'observateur à l'Onu elle-même.

L'Unesco a beau, comme l'Onu, avoir vocation à l'universalité, et les Etats-Unis ont beau plaider pour une solution au conflit israélo-palestinien qui postule la coexistence de deux Etats, le cadeau ainsi fait aux Pales-

tiens avait fortement irrité l'Administration Obama. La décision d'inscrire la vieille ville d'Hébron comme "zone protégée" au patrimoine mondial de l'humanité – une provocation intolérable aux yeux du gouvernement israélien – avait consommé la rupture en juillet dernier.

Un précédent sous Ronald Reagan

Donald Trump ne porte pas le multilatéralisme dans son cœur (on sait qu'il veut renégocier ou abroger la plupart des traités qui lient les Etats-Unis, de l'Accord de libre-échange nord-américain à l'Accord de Paris sur le climat). Il ne se sera donc pas fait prier pour officialiser cette rupture, laquelle ne sera, toutefois, pas totale puisque les Etats-Unis entendent garder un statut d'observateur. Et ce n'est au demeurant pas la première fois qu'ils se retirent de l'Unesco. Ronald Reagan avait pris déjà cette décision en 1984, en invoquant des raisons budgétaires. L'Amérique ne devait réintégrer l'Unesco que près de vingt ans plus tard, sous la présidence de George W. Bush.

L'initiative de Washington n'en pose pas moins question. La promotion de l'éducation, de la science et de la culture à l'échelle planétaire ne devrait-elle pas, en effet, être plus que jamais une priorité à une époque marquée par la progression des extrémismes et de l'obscurantisme ? Et si tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une réforme de l'Unesco comme de l'ensemble du système des Nations unies, Donald Trump, à la tribune de l'Onu, le mois dernier, n'en avait nullement fait un casus belli. Il n'avait pas davantage évoqué le contentieux entre l'Unesco et Israël. Il n'avait, qui plus est, pas dit un mot du conflit israélo-palestinien, chose plutôt exceptionnelle s'agissant d'un président américain en pareilles circonstances.

La marque de Nikki Haley ?

La résolution soudaine et radicale de l'Administration américaine trahit indéniablement l'influence considérable que Benjamin Netanyahu exerce sur le président américain (et l'on présume que son gendre, Jared Kushner, proche du Premier ministre israélien, n'y est pas pour rien). Elle traduit peut-être, par ailleurs, la montée en puissance de Nikki Haley, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Onu, qui, elle, n'a pas ménagé ses critiques contre l'Unesco. Ce qui ne serait pas anodin dans le contexte des tensions manifestes entre Donald Trump et son secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, à qui, assure la rumeur à Washington, l'ex-gouverneur de la Caroline du Sud se verrait bien succéder.

“L'universalité est essentielle à la mission de l'Unesco pour construire la paix et la sécurité internationales face à la haine et à la violence, par la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine.”

Irina Bokova

La directrice générale de l'Unesco, dans un communiqué réagissant jeudi au retrait des Etats-Unis de l'organisation.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

Gardienne du patrimoine mondial

Fondée en 1945, en même temps que l'Organisation des Nations unies, l'Unesco se veut la gardienne du patrimoine culturel de l'humanité. Comptant 195 Etats membres et 8 membres associés, cette agence de l'Onu affiche un objectif ambitieux : *“construire la paix dans l'esprit des hommes à travers l'éducation, la science, la culture et la communication”*. Elle est surtout connue pour ses programmes éducatifs et ses classements au patrimoine mondial de biens culturels et de sites naturels remarquables. Son plus haut fait d'armes reste l'opération de préservation, ô combien spectaculaire, en 1960, du Grand Temple d'Abou Simbel pour éviter son inondation par le Nil lors de la construction du barrage d'Assouan.

Ayant son siège à Paris, l'Unesco compte plus de 50 bureaux et plusieurs instituts et centres dans le monde entier, comme l'Institut de statistique (Montréal) ou le Bureau international d'éducation (Genève). Elle a eu comme prédécesseur, avant-guerre, la Commission internationale de la coopération intellectuelle (ICIC), qui fut créée en 1921, dans le cadre de la Société des Nations, ancêtre de l'Onu.

Le conseil exécutif élit cette semaine son prochain directeur général, successeur de la Bulgare Irina Bokova, qui achève deux mandats marqués par des dissensions politiques et les difficultés financières de l'organisation. A l'issue du troisième tour de scrutin, les candidats du Qatar, Hamad bin Abdoulaziz Al-Kawari, et de la France, Audrey Azoulay, étaient arrivés en tête et à égalité, mercredi. (AFP)